

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 30/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV VAL'ESTUAIRE

1284 route des Gabions
76700 Rogerville

Références : 20251125_VI_PPC_AR_ELEC
Code AIOT : 0005805580

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement SUEZ RV VAL'ESTUAIRE implanté RTE DES GABIONS PORT SUD DU HAVRE 76700 Rogerville. L'inspection a été annoncée le 17/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 25 novembre 2025 s'inscrit dans le cadre :

- du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées ;
- de l'action régionale relative au suivi des vérifications d'installations électriques.

Le référentiel réglementaire pour cette visite comprend :

- l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV VAL'ESTUAIRE
- RTE DES GABIONS PORT SUD DU HAVRE 76700 Rogerville
- Code AIOT : 0005805580
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV VAL'ESTUAIRE est autorisée par un arrêté préfectoral du 23 septembre 2013 à exploiter des installations de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux sur la commune de Rogerville. Les activités de traitement des terres polluées et des mâchefers, issus d'installation de traitement thermique de déchets non dangereux, qui y sont pratiquées sont des activités classées au titre des textes découlant de la directive IED (Directive européenne relative aux Emissions Industrielles).

Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a contrôlé par sondage les installations suivantes :

- Stockages et traitement des terres polluées et des mâchefers ;
- Dispositifs de rétention des eaux susceptibles d'être polluées ;
- Clôture du site ;
- Installations électriques.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement du site	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article Chapitre 1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Gardiennage et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 7.2.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Gestion des eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 26 bis	Demande d'action corrective	2 mois
4	Acceptation des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 5.7.1.	Demande d'action corrective	2 mois
5	Acceptation des terres polluées	Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 5.8.1.	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	2 mois
7	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés par l'inspection des installations classées lors de la visite du 25 novembre 2025 ont permis de vérifier que l'exploitant assure un suivi satisfaisant des terres polluées et des mâchefers réceptionnés sur le site. La gestion quotidienne des stocks, réalisée au moyen d'un logiciel métier, permet un suivi rigoureux des différents lots présents dans les installations.

Toutefois, l'exploitant doit justifier de ses capacités journalières de traitement des mâchefers et des terres polluées, attester de la réparation de la clôture, mettre en œuvre un plan d'actions visant le retour à la conformité du site (gestion des eaux, hauteur de stockage des mâchefers, installations électriques), et transmettre les analyses et les objectifs de dépollution relatifs à la BIOPILE 25.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article Chapitre 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
Prescription contrôlée :
Les installations et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers

déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Constats :

Suite à l'instruction du dossier de réexamen IED ainsi que des différents porter à connaissance déposés par l'exploitant, un arrêté préfectoral complémentaire (APC) sera prochainement proposé à la signature de Monsieur le préfet de la Seine-Maritime.

Dans le cadre de la visite d'inspection, l'inspection a pris en compte la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées figurant dans le projet d'APC transmis à l'exploitant, afin d'en vérifier la cohérence avec les activités effectivement exercées sur le site.

Activité de traitement et de stockage des mâchefers (rubriques 2791-1 et 3532) :

Concernant l'activité de traitement et de stockage des mâchefers, l'exploitant a indiqué que le site a réceptionné 102 000 tonnes de mâchefers bruts entre le 1er janvier 2025 et le 31 octobre 2025. Il a également précisé avoir réceptionné 110 000 tonnes de mâchefers bruts sur l'année 2024. L'inspection constate que les quantités de mâchefers réceptionnées sur le site sont cohérentes avec la quantité maximale annuelle prescrite dans le projet d'APC, fixée à 125 000 tonnes par an.

Par ailleurs, l'inspection relève que le site a réceptionné 1 051 tonnes de mâchefers bruts le 9 janvier 2025 et 1 076 tonnes le 16 janvier 2025. Le projet d'APC précise que la capacité maximale de traitement journalière est de 480 tonnes.

Activité de tri, de transit et de regroupement de terres polluées (rubrique 2718-1) :

Concernant l'activité de tri, de transit et de regroupement de terres polluées, l'exploitant a indiqué que 400 tonnes sont actuellement stockées dans le bâtiment D/E. L'inspection constate que la quantité stockée le jour de la visite, telle qu'observée lors de la visite terrain, est largement inférieure à la capacité maximale de stockage autorisée, fixée à 25 000 tonnes.

Par ailleurs, l'exploitant a déclaré avoir traité 31 000 tonnes de terres polluées entre le 1er janvier 2025 et le jour de la visite, ce qui est également inférieur à la capacité annuelle maximale de 88 000 tonnes précisée dans le projet d'APC.

Toutefois, l'inspection a constaté que le site est susceptible de réceptionner ponctuellement plus de 400 tonnes de terres polluées par jour, alors que le projet d'APC fixe une capacité maximale de traitement journalière de 400 tonnes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection, sous un délai de **deux mois**, un argumentaire justifiant ses capacités maximales journalières de traitement des terres polluées et des mâchefers.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Gardiennage et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 7.2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Suite de l'inspection du 25/11/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est entièrement clôturé par un grillage d'une hauteur de 2 mètres. La clôture est équipée de panneaux signalisant l'interdiction d'accès au site. Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que la clôture est équipée de panneaux signalant l'interdiction d'accès au site. Par ailleurs, un registre numérique a été renseigné à l'arrivée de l'inspection, permettant à l'exploitant de connaître en temps réel le nombre de personnes présentes dans l'établissement. L'inspection a également constaté la présence d'un gardien à l'accueil. Toutefois, l'exploitant a indiqué que la brèche située au niveau de la clôture sur la partie sud du site, constatée lors de l'inspection du 25/11/2024, n'avait toujours pas été réparée. Il a précisé avoir obtenu l'accord de son assurance pour engager les travaux et avoir mandaté une société pour les réaliser. Par un courriel daté du 04 décembre 2025, il a indiqué que la réparation de la clôture est programmée du 26 janvier 2024 au 30 janvier 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra justifier auprès de l'inspection, dans un délai de deux mois, de la réparation effective de la clôture, notamment par la transmission d'un cliché photographique.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Gestion des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 26 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Suite de l'inspection du 25/11/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Bassin de confinement des eaux incendie.</p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments</p>

sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m³.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;
- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;
- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;
- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.

Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.

- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a indiqué que le confinement des eaux susceptibles d'être polluées du site repose sur deux dispositifs :

- un bassin de confinement de 1 400 m³, destiné à recueillir les eaux de ruissellement des voiries après passage dans un débourbeur-déshuileur ;
- le bâtiment principal, qui permet de contenir les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie le concernant.

Il a également précisé que l'ensemble des eaux pluviales non polluées du site est orienté vers le bassin de confinement.

Par un courriel daté du 4 décembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection son mode opératoire relatif à la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle et au confinement des eaux sur le site. L'inspection constate que ce document est régulièrement mis à jour (dernière version en date du 31 août 2025) et qu'il intègre bien les moyens à mettre en place ainsi que les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie. Par ailleurs, la fermeture rapide de la vanne d'isolement en cas d'incendie est clairement indiquée dans le document. Un plan du site permettant notamment de situer la vanne d'isolement est également présent. L'exploitant a également joint à cet envoi un rapport relatif au contrôle d'étanchéité de la vanne d'isolement, daté du 17 février 2025, précisant que cette dernière est conforme. De plus, l'exploitant a fourni un document daté du 5 novembre 2025 attestant que le personnel du site a suivi une formation intégrant :

- une présentation du mode opératoire précédemment cité ;

- une manipulation de la vanne d'isolement.

In situ, l'inspection a constaté que la vanne permettant d'isoler le bassin de confinement du milieu récepteur est bien présente et facilement identifiable grâce à une signalisation. Toutefois, la position de cette vanne (ouverte ou fermée), ainsi que le sens de manœuvre permettant sa fermeture, ne sont pas indiqués, ce qui constitue une non-conformité.

L'inspection a également observé la présence de pousses de roseaux ainsi que d'une quantité d'eau non déterminée dans le bassin de confinement, ne permettant pas de garantir la disponibilité de sa capacité totale. L'exploitant a indiqué avoir fait procéder à un curage du bassin au mois de mai et a transmis, par courriel daté du 4 décembre 2025, le justificatif correspondant. Il a également précisé que la conception actuelle du bassin ne permet pas sa vidange complète et qu'une réflexion est en cours afin de garantir en permanence la disponibilité de la capacité réglementaire de 1 400 m³.

Concernant le bâtiment principal, l'inspection a constaté qu'il ne peut, en l'état, assurer le confinement des eaux d'extinction d'incendie. En effet, plusieurs seuils nécessaires à ce confinement sont absents ou détériorés. Ce constat laisse apparaître qu'une pollution des milieux serait prévisible en cas d'incendie du bâtiment principal, ce qui constitue également une non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, sous un délai de **deux mois**, un plan d'actions visant le retour à la conformité du site en matière de gestion des eaux et des écoulements susceptibles d'être pollués. Ce plan devra notamment comprendre :

- l'installation d'une signalisation indiquant l'état et le sens de manœuvre de la vanne d'isolement du bassin ;

- la justification des dispositions garantissant la disponibilité effective du bassin de rétention d'une capacité de 1 400 m³ ;

- la remise en état de la rétention du bâtiment principal.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Acceptation des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 5.7.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En plus des dispositions indiquées au chapitre 5.3 des présentes prescriptions, l'installation de traitement des mâchefers respecte les mesures particulières associées ci-après :</p> <p>Les mâchefers traités sur l'installation proviennent exclusivement d'Unité d'incinération de déchets non dangereux respectant les exigences de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux. Les mâchefers sont principalement issus des 3 usines d'incinération situées à Saint-Jean-de-Folleville (76), Colombelles (14), Guichainville (27). Les apports d'autres incinérateurs sont soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant définit et rédige une procédure d'acceptation des mâchefers.</p> <p>Cette procédure est validée par l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Seuls les mâchefers respectant les critères d'acceptation définis et validés sont traités sur le site.</p> <p>La quantité maximale de mâchefers présente sur l'installation est, en toute circonstance, inférieure à 70.000 tonnes.</p> <p>Les mâchefers sont identifiés et stockés par lots. Ces derniers sont pesés et référencés pour chaque lot livré (date, lieu de production et caractéristique).</p> <p>Un plan de gestion des lots de mâchefers est réalisé et tenu à jour.</p> <p>La capacité de stockage des mâchefers bruts est de 1200 m² et 4 m de hauteur soit 4800 m³ ou 6240 tonnes afin d'assurer une durée maximale de stockage des mâchefers bruts de un mois.</p> <p>Les plans de gestion des lots et les analyses sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, ainsi que les registres associés.</p> <p>Un contrôle visuel permet de vérifier la nature des apports. Notamment, il est vérifié l'absence de papiers, tissus et autres imbrûlés en très grande proportion.</p> <p>La période P de constitution d'un lot périodique de mâchefers est de :</p> <p>un mois si la capacité autorisée de l'installation de traitement thermique productrice du mâchefer est supérieure ou égale à 50.000 tonnes de déchets incinérés par an,</p> <p>trois mois si la capacité autorisée de l'installation de traitement thermique productrice du mâchefer est inférieure à 50.000 tonnes de déchets incinérés par an. Cette période peut être portée à six mois si l'exploitant de l'installation de traitement thermique productrice du mâchefer est en mesure de justifier la conformité de la composition physico-chimique d'au moins 12 lots consécutifs aux critères de recyclage décrits ci-dessus.</p> <p>Les mâchefers ainsi identifiés et contrôlés sont réceptionnés et stockés par lots mensuels de même provenance dans les salles de réception prévues à cet effet. Les mâchefers bruts seront</p>

pré-stockés en tas de 4 m de hauteur environ pendant quelques semaines (4 mois maximum).

Chaque lot mensuel est repéré par un moyen de traçabilité adapté (ex : affichettes, panneaux ,...).

L'exploitant doit disposer d'un registre reprenant les résultats d'analyses des mâchefers. Ces résultats sont disponibles pour les 3 dernières années.

La durée de la phase d'élaboration de matériau élaboré à partir des mâchefers bruts sur l'installation ne doit jamais dépasser un an. Passé ce délai, ces mâchefers devront être évacués dans une installation dûment autorisée.

Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que le site reçoit des lots de mâchefers bruts et que chacun d'eux est identifié par sa provenance, sa date de réception et son tonnage. Il a précisé que les lots constitués suivent un processus comprenant une première étape de maturation, puis une étape d'élaboration. Cette dernière inclut une phase de pré-traitement ainsi qu'une phase de traitement par criblage destinée à extraire les imbrûlés ainsi que les métaux ferreux et non ferreux.

L'exploitant a déclaré que les opérations de maturation et d'élaboration sont réalisées exclusivement à l'intérieur du bâtiment A/B, au sein de huit alvéoles, l'alvéole n° 8 étant réservée à la phase de traitement. Il a ensuite précisé que les lots de graves de mâchefers ayant achevé leur processus de maturation et d'élaboration sont stockés dans le bâtiment C, en attente d'analyses par échantillonnage. Ces analyses sont effectuées par un laboratoire accrédité. Les résultats obtenus permettent de classer chaque lot dans l'une des catégories suivantes :

Non conformes : ces lots sont évacués vers une installation de traitement par stabilisation autorisée ;

Conformes, avec deux usages possibles :

usages routiers « type 1 », dits revêtus ;

usages routiers « type 2 », dits recouverts.

L'exploitant a indiqué que les lots conformes comme non conformes sont entreposés dans le bâtiment C et a précisé qu'une plateforme extérieure peut également accueillir des lots conformes en attente d'évacuation vers leur site de valorisation.

L'exploitant a également présenté à l'inspection son plan de gestion des lots de mâchefers. Celui-ci est informatisé et mis à jour quotidiennement en fin de journée par corrélation entre les bons de pesée des lots de mâchefers entrants et sortants. L'inspection constate que le suivi des lots de mâchefers est réalisé conformément aux déclarations de l'exploitant. En effet, le plan de gestion précise, pour chaque alvéole, l'identification des lots présents, incluant leur provenance, leur date de constitution et leur tonnage. Un code couleur permet par ailleurs d'indiquer le statut de chaque lot (maturation, traitement, conformité après analyse).

Par sondage, l'inspection a vérifié sur le terrain que les lots mensuels sont correctement repérés selon leur provenance, leur date de réception et leur tonnage. Les informations figurant sur les panneaux d'identification des lots contrôlés se sont avérées cohérentes avec celles renseignées dans le plan de gestion présenté par l'exploitant. Par ailleurs, l'inspection a constaté que les mâchefers bruts ne présentaient pas de papiers, de tissus ou d'autres imbrûlés en grande quantité.

De plus, les constats réalisés par l'inspection, effectués par sondage, montrent qu'aucun lot n'est présent dans les installations depuis plus d'un an.

Par ailleurs, l'inspection a constaté que les bons de pesée et les résultats d'analyses des lots LAG-09-2025, ARG-04-2025 et BIO-10-2025 sont cohérents avec les indications relevées sur le terrain.

Toutefois, l'inspection a constaté visuellement que la hauteur de certains lots dépassait 4 mètres, ce qui constitue une non-conformité au regard de l'article 5.7.1 susmentionné.

Par un courriel daté du 4 décembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection sa procédure d'acceptation des mâchefers. L'inspection constate que le contenu de cette procédure est cohérent avec les déclarations de l'exploitant faites le jour de la visite. Elle relève également que la hauteur maximale de stockage indiquée dans cette procédure est de 4 mètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de se conformer, sous un délai de **deux mois**, aux dispositions de l'article 5.7.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, en respectant une hauteur maximale de quatre mètres pour le stockage des mâchefers.

Par ailleurs, l'inspection informe l'exploitant qu'il a la possibilité de solliciter une modification de cette hauteur maximale de stockage. Cette demande devra être dûment argumentée et la prescription pourra être intégrée à l'arrêté préfectoral complémentaire en cours de rédaction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Acceptation des terres polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2013, article 5.8.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des déchets

Prescription contrôlée :

En complément des dispositions indiquées au chapitre 5.3, l'acceptation des terres polluées sur le site est soumise aux règles suivantes :

la caractérisation de base définie à l'article 5.3.4.1 est complétée pour les terres polluées obligatoirement des éléments suivants :

des analyses effectuées sur le lot de terre polluée (dates de l'analyse, nom du laboratoire, paramètres analysés, éventuelle évaluation des risques, origine de la pollution, quantité estimée), les caractéristiques du sol (pH, odeur, couleur, densité, type de sol, granulométrie, teneurs en polluants mentionnées au tableau ci-dessous,

l'identification du transporteur,

la destination voulue des terres après traitement, avec l'objectif de dépollution.

Le certificat d'acceptation préalable doit notamment reprendre les éléments d'identification préalable mentionnés à l'article 5.3.3 ainsi que les points suivants :

- toutes les caractéristiques du producteur et du déchet (en particulier la nature et les quantités),
- le code déchet à 6 chiffres,
- la nature des opérations de traitement à effectuer et la destination finale des terres.

Un lot de terres ne peut être accepté sur le site, que si et seulement si une filière de sortie est définie et validée par l'exploitant pour le lot concerné dès la phase d'acceptation préalable [...]

Constats :

L'exploitant a indiqué que l'activité de traitement des terres polluées est réalisée dans deux alvéoles et demie du bâtiment D/E, par un sous-traitant présent sur le site. Il a précisé que les terres polluées réceptionnées sont identifiées par leur origine et leur date de réception, et constituent chacune un lot distinct. Pour chaque lot de terres polluées reçu, un échantillon est prélevé et envoyé pour analyse dans un laboratoire accrédité. L'exploitant a également indiqué qu'aucun regroupement de lots n'est effectué avant la réception des résultats d'analyses. Enfin, il a précisé que les exutoires envisagés sont actuellement l'enfouissement dans des installations dûment autorisées ou le remblaiement de carrières.

Le jour de la visite, l'inspection a constaté que 1 400 tonnes de terres polluées, identifiées en tant que BIOPILE 25, étaient en cours de traitement sur le site. L'exploitant a indiqué que cette BIOPILE est constituée de 13 lots, provenant de 8 chantiers différents, et que l'exutoire envisagé pour cette BIOPILE est l'enfouissement dans une installation autorisée.

Par un courriel daté du 4 décembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection les documents suivants :

- le fichier de suivi de la BIOPILE 25 ;
- la traçabilité des lots en traitement dans la BIOPILE 25 ;
- les certificats d'acceptation préalable (CAP) des lots constituant la BIOPILE 25.

Par sondage, l'inspection relève que les CAP mentionnent bien les éléments précisés à l'article 5.8.1 susvisé, notamment le code déchet à six chiffres, la nature des opérations de traitement à effectuer ainsi que la destination finale des terres. Le fichier de suivi de la BIOPILE 25 est également cohérent avec les déclarations de l'exploitant faites le jour de la visite. L'inspection relève également que les informations relatives à l'identification des transporteurs ainsi que les résultats des analyses (indiquées conformes) sont présentes dans le fichier de traçabilité des lots en traitement dans la BIOPILE 25.

Toutefois, l'inspection constate que l'objectif de dépollution des lots entrants n'est pas mentionné dans les documents transmis par l'exploitant. Par ailleurs, le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les rapports d'analyses effectuées sur les lots de terres polluées, ni les caractéristiques des sols.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra, dans un délai de deux mois , les rapports d'analyses effectuées sur les lots de terres polluées constituant la BIOPILE 25, ainsi que les caractéristiques des sols, et justifiera, dans ce même délai, l'objectif de dépollution de la BIOPILE 25.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Périodicité du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant a fait réaliser, le 16 juillet 2025, la vérification périodique réglementaire de l'ensemble de ses installations électriques par un organisme extérieur accrédité. Les installations électriques des « bungalows bureaux » et celles du reste du site ont fait l'objet de rapports de vérification et de certificats Q18 distincts. L'inspection n'a pas examiné le rapport de vérification ni le certificat Q18 relatifs aux installations électriques des « bungalows bureaux ». Le rapport correspondant à la vérification des installations électriques du site (hors zone « bungalows bureaux »), ainsi que le certificat Q18 et le compte rendu Q19 associés, sont datés du 8 octobre 2025.</p> <p>L'inspection a relevé que :</p> <p>Le certificat Q18 indique que l'installation électrique ne présente pas de risque d'incendie et/ou d'explosion et précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vérification a été complète ; - une coupure totale a été autorisée par l'exploitant ; - l'exploitant a transmis à l'organisme vérificateur la désignation des locaux à risque d'incendie ainsi que le document relatif à la protection contre les explosions. <p>Le compte rendu Q19 conclut à l'absence d'anomalies et à un risque d'incendie faible sur les éléments contrôlés. Néanmoins, l'exploitant veillera à prendre en compte les recommandations de prévention incendie mentionnées dans ce compte rendu.</p> <p>Le rapport de vérification ne mentionne pas de limites d'interventions générales. Toutefois, des limites d'intervention particulières sont indiquées, notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'absence de vérification initiale du bloc surpresseur incendie ; - des installations non vérifiées sur une passerelle inaccessible du bâtiment de stockage.

L'inspection a constaté que le contrôle est incomplet car l'exploitant n'a pas réalisé de contrôle complémentaire suite aux limites d'intervention mentionnées dans le rapport de vérification.

De plus, l'inspection rappelle qu'au regard du référentiel APSAD D18, le certificat Q18 doit mentionner les limites d'interventions indiquées dans le rapport associé de vérification périodique. L'exploitant veillera à vérifier que les documents qu'il reçoit de son organisme de contrôle sont cohérents avec les vérifications et constats réalisés par ce dernier lors de la visite périodique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de se conformer, sous un délai de **deux mois**, aux dispositions de l'article 66 susvisé, en faisant réaliser un contrôle complémentaire de ses installations électriques afin de lever les limites d'intervention mentionnées dans le rapport du 8 octobre 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.

Constats :

L'inspection a relevé que le rapport daté du 8 octobre 2025, associé à la vérification des installations électriques du site (hors zone « bungalows bureaux ») réalisée le 16 juillet 2025, mentionne trois observations récurrentes, déjà signalées lors de la précédente vérification périodique. Le jour de la visite, l'exploitant a également présenté à l'inspection le rapport daté du 9 septembre 2024, relatif à la vérification des installations du site (hors zone « bungalows bureaux ») effectuée le 2 septembre 2024. L'inspection a constaté que ce rapport comporte 20 observations, dont 16 récurrentes.

L'exploitant a indiqué qu'il assure le suivi des non-conformités et observations directement sur une copie du rapport de vérification périodique, en y mentionnant la date de levée et l'intervenant concerné.

L'inspection a remarqué que la hiérarchisation du traitement des non-conformités et observations n'est pas clairement établie et que les trois observations récurrentes figurant dans le rapport daté du 8 octobre 2025 restent à traiter.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à hiérarchiser le traitement des non-conformités et des observations figurant dans les rapports de vérification de ses installations électriques, et à traiter les non-conformités restantes dans un délai de deux mois .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Etat général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection a constaté sur le terrain, au niveau du bâtiment de stockage (zone C), que les observations numérotées 12, 13, 14 et 15 mentionnées dans le rapport du 9 septembre 2024 ont bien été traitées.</p> <p>Constats de l'inspection sur le terrain :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Observation 12 : Armoire électrique non entretenue L'inspection a constaté l'absence de poussière dans l'armoire électrique. - Observation 13 : Obturateurs absents sur les presse-étoupes non utilisés sur l'armoire L'inspection a constaté que tous les obturateurs étaient en place. - Observation 14 : Capot d'une prise de courant en mauvais état L'inspection a constaté que le capot avait été remplacé par un modèle neuf. - Observation 15 : Dysfonctionnement de l'éclairage de sécurité L'inspection a constaté que l'éclairage de sécurité fonctionne correctement.
Type de suites proposées : Sans suite